

Unité départementale du Haut-Rhin

Strasbourg, le 02/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
GESTIFTSFELD  
68490 CHALAMPE

Références : 00513\_20220509\_BUTACHIMIE\_VI\_soupapes

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE. L'inspection a été annoncée le 20/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la réunion annuelle du 4 avril 2022, le SIR d'Alsachimie a communiqué à l'inspection un point d'arbitrage de direction pris pour maintenir en service des soupapes non retardées à la date d'échéance réglementaire fixée à fin mars 2021.

La visite d'inspection du 9 mai 2022 s'est déroulée pour faire le point sur le maintien en service des soupapes et s'assurer de la sécurité de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE
- Code AIOT dans GUN : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, est un acteur de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale. Depuis décembre 2019, les installations de Chalampé bénéficient d'une technologie perfectionnée pour la fabrication d'Adiponitrile.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification du suivi de certaines Mesures de Maitrise des Risques listées et prises en compte dans l'étude de dangers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection, la procédure "contrôle visuel des soupapes" mise en place dans le cadre du suivi des Mesures de Maitrise des Risques a également été vérifiée. Le canevas utilisé pour ce contrôle a été présenté et complété directement sur site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesure de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des soupapes et leurs calendriers de surveillance n'appellent pas à d'observations particulières.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Mesure de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintien du niveau de confiance dans le scénario d'accident BD10
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'échéancier des contrôles prévus pour les soupapes PSV-BD-3005 A, B et C. Ces soupapes sont soumises à l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et sont à jour de leurs inspections (prochaines en 2024) et requalifications périodiques (prochaines en 2031). Par ailleurs, les 3 soupapes, considérées comme MMR dans l'étude de dangers, sont soumises à des contrôles intermédiaires imposés par l'exploitant. Les soupapes n'ont pas pu passer au banc, comme initialement prévu, en mars 2021 suite à un problème d'étanchéité des vannes amont. Les solutions envisagées avec le fournisseur ont nécessité la formation de techniciens qualifiés avant l'intervention. Les soupapes PSV-BD-3005A, B et C sont passées au banc les 14, 26 et 28 avril 2022, respectivement. Les prochaines échéances sont fixées en 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet